



Veille

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE PROSPECTIVE



Mai 2017

Bonjour,

Veillez trouver ci-dessous la nouvelle sélection du blog Veille Prospective & Évaluation du Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt (<http://veillecep.fr/>).

NB : La veille du CEP est une activité de sélection d'informations extérieures au ministère, réalisée à partir d'un corpus d'environ 300 sources de différentes natures (médias, institutions nationales et internationales, think tanks, instituts de recherche, etc.). Il ne s'agit pas de productions du ministère et les informations sélectionnées ne présentent pas la position officielle de celui-ci.

Julia Gassie

Chargée de mission Veille et Alimentation
Centre d'études et de prospective

Sommaire

BIOÉCONOMIE.....	2
ESPACES NATURELS.....	4
PROSPECTIVE.....	4
INTERNATIONAL.....	7
ÉDUCATION.....	8
ALIMENTATION.....	10
OUVRAGES.....	11
PORTRAIT.....	14
BRÈVES.....	15
ÉVÉNEMENTS À VENIR.....	19

Les origines de la bioéconomie dans l'Union européenne

Quelles sont les étapes clés qui ont marqué l'arrivée du concept de « bioéconomie » au sein de l'Union européenne (UE) ? Sans faire une analyse historique exhaustive, Christian Patermann et Alfredo Aguilar répondent à cette question en remontant à la fin des années 1990, dans un article publié par *New Biotechnology*.

Le 5^e programme-cadre pour la recherche (FP5 - 1998-2002) constitue un premier tournant, avec la volonté d'aligner les projets de recherche sur des défis socio-économiques auxquels l'Europe fait face. Selon les auteurs, une des priorités, « *Cell Factory* », est un élément préfigurateur de la bioéconomie au sein de l'UE. Elle portait par exemple sur l'amélioration de l'arsenal thérapeutique ou sur la mise au point de procédés respectueux de l'environnement. La stratégie « Sciences du vivant et biotechnologie - Une stratégie pour l'Europe », publiée en 2002, est également un document clé de la « *Knowledge-based Bio-economy* » (KBBE), comme le souligne son rapport d'évaluation à mi-parcours en 2007. De plus, certaines initiatives qualifiées de « pionnières » ont orienté les discussions. Les auteurs citent à ce titre le travail intitulé *Towards a biobased economy. Issues and challenges*, d'un *think tank* canadien, et ceux de l'OCDE sur les biotechnologies au cours des années 2000. D'autres facteurs ont joué un rôle favorable : les plateformes européennes de technologies, la *task force* conjointe de l'UE et les États-Unis sur les biotechnologies ou encore les travaux du *Standing committee on agricultural research* (voir à un sujet un [précédent billet](#) sur ce blog).

Les contours de la bioéconomie sont tracés lors de l'élaboration du 7^e programme-cadre (2007-2013), en particulier par les services de la Commission en charge du pilier « Alimentation, agriculture, pêche et biotechnologies ». Le focus porte alors sur la mobilisation accrue de ressources biologiques, et des procédés associés. Les auteurs soulignent l'engouement rapide suscité et le budget important associé dans le FP7 (environ 2 milliards d'euros). L'accumulation de connaissances nouvelles sur les bioressources, les innovations en sciences de la vie, l'alternative représentée par rapport aux molécules fossiles ou encore le principe de « *sustainability* » font partie des moteurs de cet engouement. L'article discute également du rôle de certains acteurs dans la consolidation de la bioéconomie, à l'instar de la Finlande, de l'association européenne des bioindustries (EuropaBio) ou encore de l'Allemagne.

On pourra également se reporter, sur ce sujet, à un [Document de travail](#) du CEP.

Élise Delgoulet, Centre d'études et de prospective

Source : *New Biotechnology*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1871678416326371>

En Allemagne, les subventions au biogaz se capitalisent dans le prix des loyers agricoles

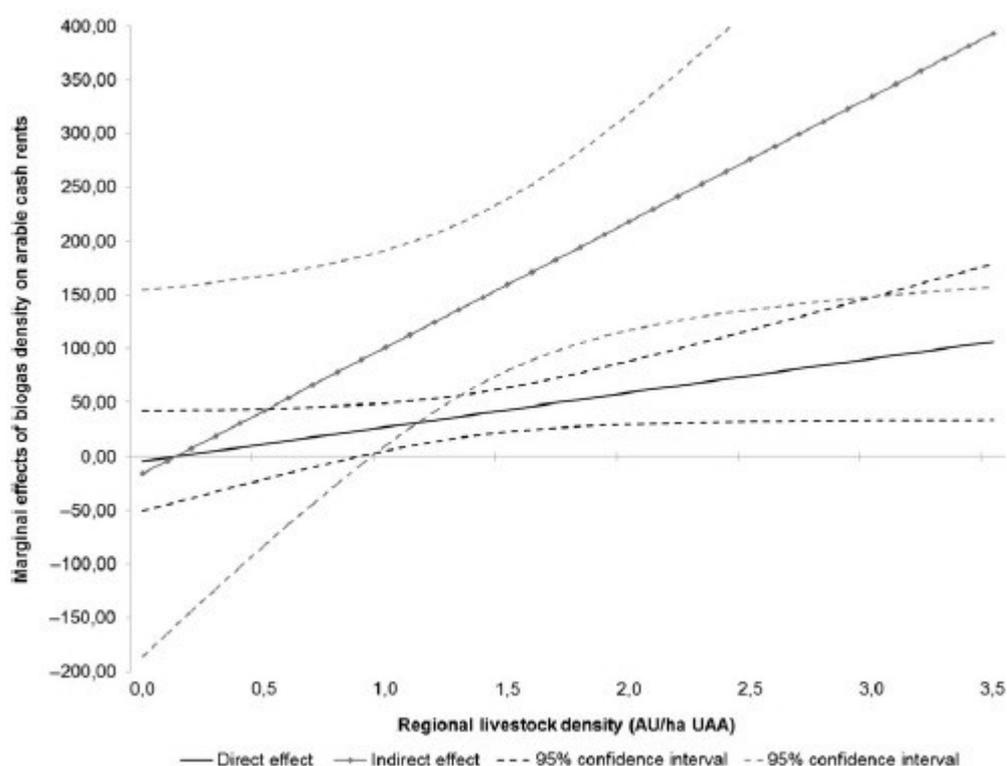
Dans la continuité des débats sur la compétition entre productions alimentaires et énergétiques, l'*European Review of Agricultural Economics* a publié, en avril, un article de deux chercheurs démontrant l'effet inflationniste des subventions au biogaz sur les prix des locations des terres, dans les régions du nord de l'Allemagne présentant une forte densité d'élevages.

Issu de la fermentation de déchets organiques, d'effluents d'élevage mais également de cultures énergétiques (comme le maïs), le biogaz peut constituer pour les agriculteurs un débouché alternatif pour leurs productions végétales, à l'instar des biocarburants. Pour ces derniers, les effets des subventions sur les loyers agricoles et leur captation par les propriétaires

des terres ont bien été documentés. Les auteurs partent de cette base pour discuter les mécanismes sous-jacents à la détermination du prix des terres et construire leurs hypothèses de travail. D'une part, des différences pourraient apparaître selon que les usines de biogaz appartiennent aux agriculteurs ou à des investisseurs en capital. D'autre part, la rentabilité du biogaz étant accrue lorsqu'il est issu d'effluents d'élevage, les usines de production devraient plutôt se concentrer dans les zones d'élevage et, de fait, y accroître la compétition sur l'usage des cultures, et donc pousser à la hausse les loyers agricoles. Ces hypothèses sont testées dans le nord de l'Allemagne, région de fort développement des installations de biogaz, avec les données du dernier recensement agricole disponible dans ce pays (2010). Des outils d'économétrie spatiale sont mobilisés afin d'intégrer explicitement les effets d'interdépendance locale des loyers agricoles.

Les résultats prouvent que la densité des usines de biogaz est corrélée à un accroissement significatif des prix de location des terres arables, ce uniquement dans les régions de forte concentration d'élevages. Cet accroissement est estimé entre 61 et 141 € par hectare selon la densité régionale d'élevage (pour un loyer moyen de 402 €/ha) et se révèle indépendant de la forme de propriété des installations. Les auteurs concluent que cet effet inflationniste des subventions au biogaz, introduites par la loi allemande sur l'énergie renouvelable, a augmenté indirectement les coûts de production des éleveurs. Ils rappellent néanmoins que cette loi a été revue en 2012, 2014 et 2016 afin de réduire la pression sur l'usage des terres.

Effets marginaux de la densité en biogaz sur les loyers des terres arables, en fonction de la densité régionale en élevage



Source : *European Review of Agricultural Economics*

Vanina Forget, Centre d'études et de prospective

Source : *European Review of Agricultural Economics*

<https://academic.oup.com/erae/article-abstract/44/2/231/2632261/The-incidence-of-biogaz-feed-in-tariffs-on?redirectedFrom=PDF>

ESPACES NATURELS

La théorie du capital social et l'analyse des réseaux pour éclairer les politiques de gestion des espaces naturels

Comment rémunérer les services écosystémiques des forêts, notamment sur les usages libres tels que la promenade ou le ramassage de produits non ligneux (champignons ou autres) ? L'instauration d'outils visant à assurer un retour financier aux propriétaires se heurte à l'absence de restriction d'accès des usagers, notamment pour les forêts publiques. Un article récent, publié dans le *Journal of Environmental Management*, analyse le processus de mise en place d'un droit payant de cueillette de champignons en Catalogne, en s'appuyant sur la théorie des réseaux et du « capital social » (ressources relationnelles d'un individu), et montre le rôle des interactions entre les décideurs politiques et les usagers dans le succès de ce type de mesure.

À travers cet exemple, l'équipe de recherche a tenté de vérifier plusieurs hypothèses relatives aux interactions entre les concepteurs d'une mesure et les utilisateurs finaux : les liens entre les groupes, et au sein des groupes eux-mêmes, évoluent au cours des différentes phases d'élaboration et de mise en œuvre ; l'acceptabilité de la mesure repose en grande partie sur la qualité des liens établis entre les usagers et les décideurs ; l'efficacité de l'action dépend étroitement de la cohésion au sein des communautés d'usagers et entre elles.

S'appuyant sur des entretiens directs menés auprès de membres des deux groupes (16 « politiques », 41 cueilleurs), les chercheurs ont mesuré et cartographié les relations à différents stades du processus d'implémentation du permis payant, à la fois en termes de flux d'informations et de collaborations entre acteurs. Les résultats des entretiens ont permis d'élaborer une batterie d'indicateurs caractérisant les relations structurelles, notamment les jeux de pouvoir et d'influence.

La confirmation des hypothèses formulées aide à préciser les modalités de gouvernance à mettre en place pour une gestion concertée des ressources naturelles dans les forêts publiques, ou les parcs nationaux, et en fournit des indicateurs d'évaluation. Elle permet également d'identifier les enjeux à prendre en compte avant de mettre en place des mesures impactant un maillage de propriétés privées (continuité écologique). Enfin, les auteurs soulignent l'importance d'impliquer systématiquement les élus locaux dans la gouvernance des espaces naturels, même lorsque ces derniers relèvent de la compétence régionale ou nationale.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : *Journal of Environmental Management*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301479716309641>

PROSPECTIVE

Transition nutritionnelle et demande alimentaire mondiale : une projection à l'horizon 2050

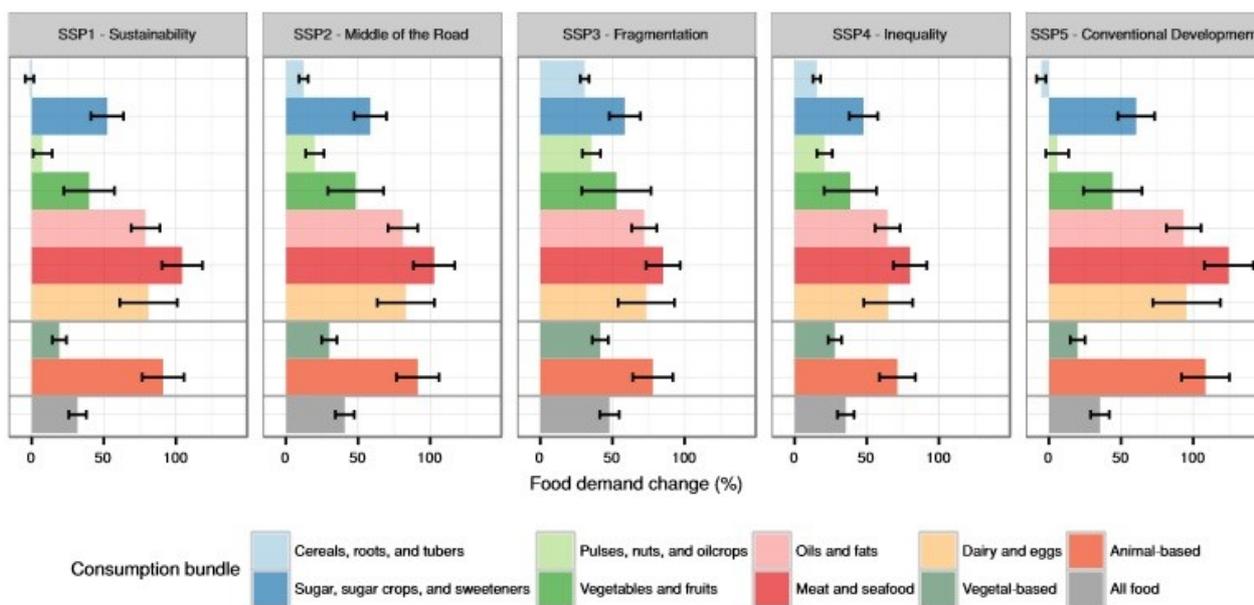
Publiée en mars dernier, une étude du CEPII quantifie, avec une approche novatrice, l'évolution de la demande mondiale de produits alimentaires, sur la période 2010-2050. Les travaux précédents considéraient généralement les produits alimentaires de manière agrégée, masquant ainsi la forte hétérogénéité de la demande et les possibilités de ré-allocations entre produits. La nouveauté de cet article est de modéliser le phénomène de transition nutritionnelle, caractérisé par une augmentation concomitante du revenu et de la demande en calories, puis par

une croissance des produits d'origine animale, des graisses et des produits riches en sucre dans le régime alimentaire des ménages.

À partir des données ICP (*International Comparison Group*) de la Banque mondiale, les auteurs ont estimé une fonction de demande qui reproduit de manière « réaliste » la relation entre la structure de la demande et le revenu des ménages, pour neuf groupes de produits alimentaires. Le type de fonction choisi (dite MAIDADS - *Modified Implicitly Directly Additive Demand System*) est suffisamment flexible pour rendre compte du phénomène de transition nutritionnelle (non linéarité de la croissance de la demande selon le niveau de revenu, ré-allocations entre produits, etc.). Le modèle ainsi estimé a ensuite été utilisé pour projeter la demande alimentaire mondiale à l'horizon 2050 selon six scénarios : un scénario tendanciel et cinq scénarios d'évolutions sociétales futures.

Les résultats pour le scénario tendanciel prévoient une augmentation de 46 % de la demande mondiale de produits alimentaires, soit une croissance deux fois inférieure à celle observée au cours des quarante dernières années. Cette augmentation sera essentiellement tirée par la demande des pays en développement car, dans les pays industrialisés, la consommation par tête est déjà élevée et la croissance de la population au cours des prochaines années sera faible. La structure de la demande est amenée à évoluer avec une augmentation de 95 % pour les calories animales et une croissance très inférieure pour les féculents (18 %). L'analyse souligne également qu'un niveau important d'incertitude existe pour ces projections, la croissance de la demande pour les calories animales et végétales pouvant évoluer respectivement de 78 à 109 % et de 20 à 42 % selon les scénarios considérés (voir figure ci-dessous).

Évolution de la demande alimentaire sur la période 2010-2050, selon cinq scénarios d'évolutions sociétales



Source : CEPII

Raphaël Beaujeu, Centre d'études et de prospective

Source : CEPII

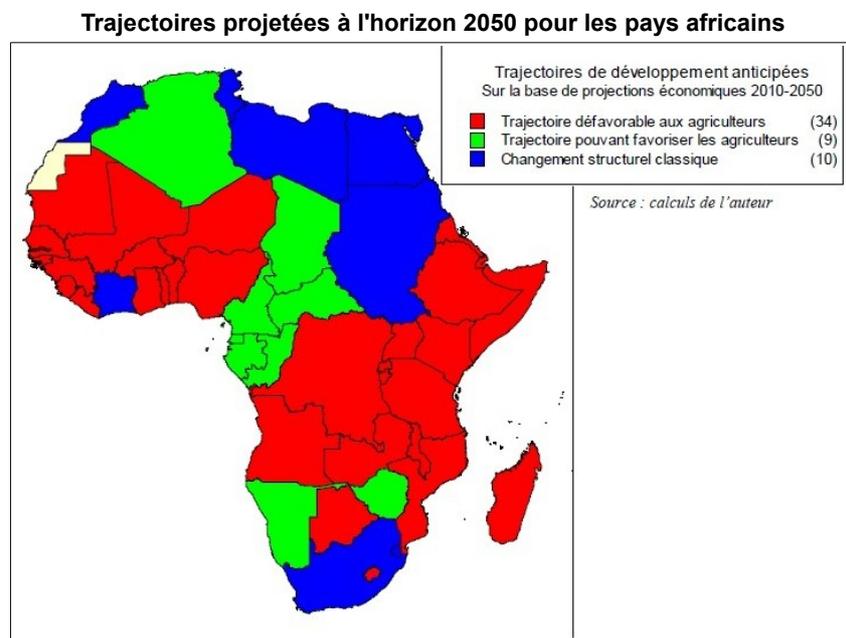
http://www.cepii.fr/PDF_PUB/wp/2017/wp2017-05.pdf

Revenus et trajectoires agricoles en Afrique d'ici 2050 : vers un trop-plein d'agriculteurs ?

Face à l'enthousiasme que suscite une éventuelle « révolution verte » en Afrique, cette note technique de l'AFD, de mars 2017, interroge la « capacité de l'agriculture à faire vivre les producteurs et à répondre à d'autres fonctions » qui lui sont attribuées, notamment en termes d'emplois. Elle analyse des indicateurs dont l'interaction permet de comprendre le changement structurel qui, dans certains pays, a placé l'agriculture dans une situation de convergence de revenus avec les autres secteurs de l'économie. La méthode utilisée projette à l'horizon 2050 les potentialités de croissance de la production par pays ([projet GAEZ](#)). La convergence des revenus est abordée à partir du « ratio de revenu du travail (LIR) », qui met en rapport les variables « volume de production », « population » et « prix ». Les pays africains présentent des différences sur le plan agricole. Certains ont déjà entamé un processus de changement structurel classique (réduction simultanée de la part de l'agriculture dans l'emploi et dans la richesse globale), qui les place dans de bonnes conditions d'évolution pour les années à venir. D'autres, à l'inverse, devront engager des politiques volontaristes de soutien à l'agriculture et au revenu.

La variable démographique est déterminante en Afrique, et selon les projections, le sera plus encore à l'horizon 2050. Les auteurs montrent que les systèmes économiques seront insuffisamment développés pour absorber cette croissance de main-d'œuvre potentielle. Le secteur agricole ne pourra pas non plus assumer ce rôle : il devra faire face à une baisse de la surface disponible par travailleur, même en considérant l'incorporation des terres marginales. Pour que l'agriculture puisse être considérée comme une voie d'insertion des jeunes générations, une situation de convergence des revenus entre secteurs économiques devrait être atteinte.

Enfin, à partir d'une modélisation de quatre régimes de développement agricole, et selon des projections à l'horizon 2050, la note met en évidence que 34 pays africains seraient dans une trajectoire « défavorable aux agriculteurs », 9 dans une trajectoire « pouvant favoriser les agriculteurs » et 10 dans un « changement structurel classique ». Sur le continent, la population active agricole augmenterait de 89 % (97 % pour la région subsaharienne), tandis que l'écart entre le revenu agricole et le revenu non agricole croîtrait.



Hugo Berman, Centre d'études et de prospective

Source : AFD

<http://librairie.afd.fr/nt-26-revenus-trajectoires-agricoles-afrique-2050/>

Vers une huile de palme plus durable : quel rôle pour les pays importateurs ?

L'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) publie, dans sa série *Policy brief*, un état des lieux des dispositifs de durabilité mis en place depuis les années 2000 autour de la production d'huile de palme, en Asie du Sud-Est. Les plantations industrielles représentent 60 % de la production, tandis que les petits producteurs indépendants sont sur des exploitations familiales de moins de 25 ha. Ces deux grands modes de production ont des impacts différents sur la durabilité, et les auteurs recommandent de « favoriser les producteurs indépendants, tout en opérant un suivi de leurs performances environnementale et sociale pour confirmer leur intérêt en termes de durabilité ».

En parallèle, il importe de « mieux cadrer les modes de production industrielle ». La note passe en revue les initiatives existantes. Les premiers changements de pratiques induits par la certification et les labels n'auraient pas été à la hauteur des attentes, en raison du coût et des doutes sur leur impartialité, mais aussi de marchés régionaux peu demandeurs. Dans un second temps, les acheteurs du secteur, engagés dans des « tables rondes » (RSPO), ont donc mis en place des dispositifs d'engagements privés, dans le cadre de négociations avec leurs fournisseurs, avec là aussi des limites : le pouvoir des acheteurs sur les fournisseurs n'est pas complet et les pays producteurs donnent eux plutôt la priorité au développement économique rural. Une troisième génération d'approches, dites « territoriales », apparaît donc au début des années 2010, consistant en la négociation, entre tous les acteurs d'une zone, d'un « plan d'usage des terres ».

La note se termine par une série de recommandations pour renforcer les coopérations internationales autour de la structuration d'une filière huile de palme durable. Elle insiste notamment sur l'importance d'un accompagnement « vers la reconnaissance légale du statut de protection des forêts à haute valeur de conservation et à hauts stocks de carbone ». Sur ce dernier point, signalons également la parution d'un article de sociologie dans la revue *Terrains et travaux*, consacré à l'émergence du standard « *High Carbon Stocks Approach* » et à sa diffusion (exemple de la transposition au Libéria).

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Sources : IDDRI

<http://www.iddri.org/Publications/Vers-une-huile-de-palme-%28plus%29-durable-quel-role-pour-les-pays-importateurs>

The conversation

<https://theconversation.com/pour-une-huile-de-palme-durable-soutenir-les-petits-producteurs-et-encadrer-les-grandes-plantations-75653>

Terrains & Travaux

https://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=TT_028_0085

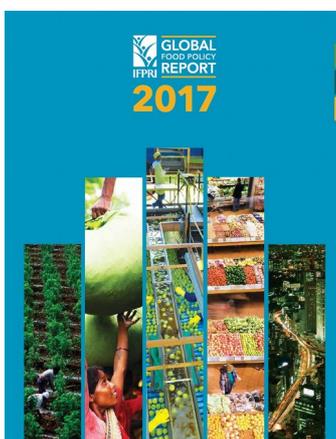
L'urbanisation galopante au cœur du rapport annuel de l'IFPRI sur les politiques alimentaires mondiales

L'IFPRI a publié récemment son [sixième rapport annuel](#) sur les politiques alimentaires, dans lequel chercheurs, décideurs politiques et acteurs du développement analysent les principales évolutions de l'année passée et leurs conséquences. Un état des lieux est d'abord dressé : 2016 a été marquée par la poursuite du recul de l'extrême pauvreté et de la malnutrition, liée en partie au maintien d'« ambitieuses » politiques dans les pays les plus pauvres. Cette année a également été celle d'une offre agricole abondante et de la multiplication d'initiatives internationales, tel l'Accord de Paris. Toutefois, la persistance de la malnutrition, les nombreuses

zones touchées par des conflits et des phénomènes climatiques extrêmes ont rappelé l'ampleur des défis à relever.

Les auteurs ont choisi de mettre la question de l'urbanisation au cœur de ce rapport. L'augmentation rapide des populations urbaines et leur dépendance à la production agricole des zones rurales représentent des défis parmi les plus importants des trente prochaines années. Plusieurs chapitres abordent ainsi la problématique de l'alimentation des centres urbains sous différents angles, tels que les changements de comportements alimentaires, la logistique ou l'accès aux marchés urbains.

En particulier, le second chapitre analyse plusieurs cas concrets en Afrique et en Asie, et éclaire les blocages et opportunités concernant ces flux agroalimentaires rural-urbain. En effet, l'exode rural modifie en profondeur l'alimentation des habitants des villes, la production agricole et les chaînes de transformation et d'approvisionnement, et plusieurs adaptations des liens entre amont et aval sont décrites. Sont ainsi mises en évidence l'importance des infrastructures de transport et de stockage, et celle de moyens de communication adaptés entre les métropoles et les zones rurales. Le manque de coordination, au sein de ces chaînes, ralentit le développement de ces dernières et l'amélioration de l'accès à une alimentation saine et suffisante de nombreux citoyens. Les auteurs mettent en avant la solution du développement des villes moyennes, potentiels « *hubs* » intermédiaires pour relier production et consommation et favoriser les accroissements d'échelle dans les filières.



Alexis Grandjean, Centre d'études et de prospective

Source : IFPRI

<http://ebrary.ifpri.org/cdm/ref/collection/p15738coll2/id/131085>

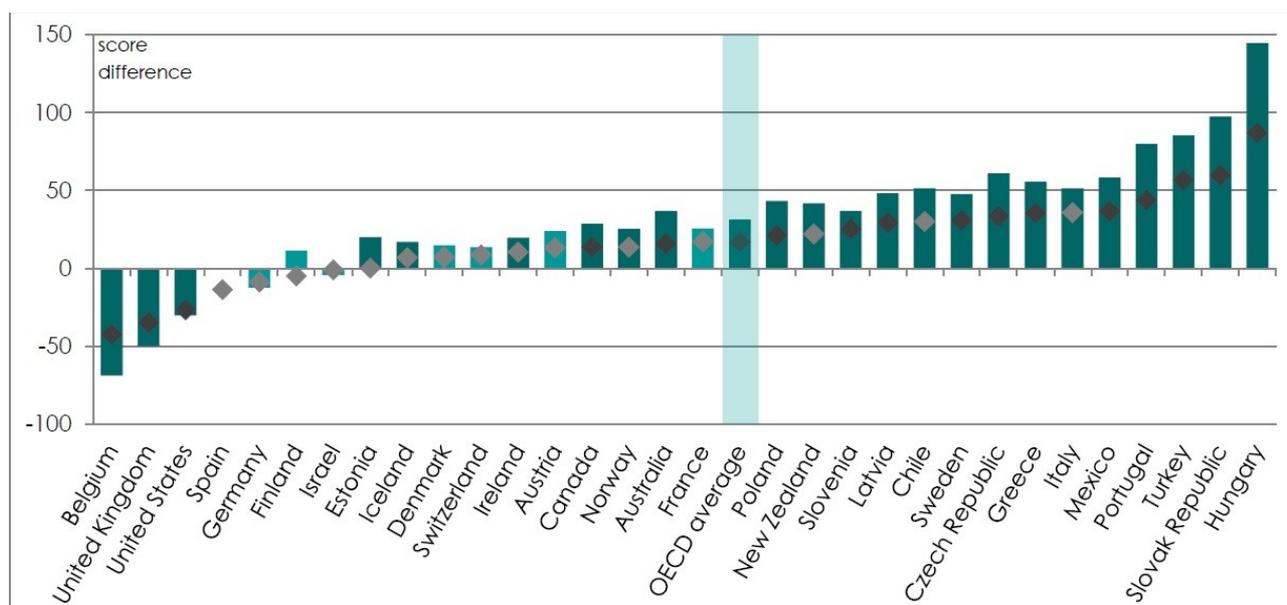
ÉDUCATION

L'éducation, un enjeu pour l'économie des zones rurales des pays de l'OCDE

Alors que les zones rurales perdent des habitants et voient les services publics physiques reculer, l'accès à l'éducation devient un enjeu important pour leur dynamisme économique, d'autant que de nombreuses industries y sont implantées. C'est l'objet du focus sur l'enquête PISA 2015, publié le mois dernier par l'OCDE, portant sur tous les pays membres de l'organisation.

Croisant divers indicateurs statistiques, l'auteur met en évidence les difficultés rencontrées par les populations rurales pour accéder à une même qualité d'éducation, en particulier dans les zones les plus éloignées : scolarisation précoce plus faible, fermetures d'école, offre scolaire plus réduite, recrutements d'enseignants plus difficiles, etc. Ces difficultés conduisent, dans plusieurs pays, à des écarts importants en matière d'acquisition de compétences entre les élèves du monde rural (écoles localisées dans des communes de moins de 3 000 habitants) ou urbain (écoles situées dans des villes de plus de 100 000 habitants) : ce constat est particulièrement sévère en Hongrie, Portugal, Slovaquie et Turquie.

Écart de performance en science, en tenant compte des origines socio-économiques entre les élèves des écoles rurales et urbaines



Note: In PISA, schools located in towns of 3 000 inhabitants or less are defined as rural while urban ones refer to cities with 100 000 inhabitants or more. Score-point differences that are statistically significant are marked in a darker tone.

Source : OCDE

La poursuite d'études, avec l'obtention d'un diplôme de fin d'enseignement secondaire, est également contrastée selon les régions, à l'avantage des plus urbaines. Ce résultat est obtenu en croisant des statistiques régionalisées de niveau d'études et de populations vivant en zone rurale. Les disparités régionales sont plus ou moins importantes selon les pays (30 à 40 points d'écart au Mexique et en Turquie, quasiment nulles en Suisse et Slovaquie), mais, dans pratiquement tous les cas, à l'avantage des régions les plus urbanisées.

La réduction de l'offre physique de services en milieu rural pèse sur l'attractivité de ces régions pour les enseignants les plus qualifiés et les plus expérimentés. Au-delà de politiques incitatives, l'auteur met en avant la nécessité de former de manière spécifique les enseignants intervenant en milieu rural, et de rompre leur isolement de la communauté éducative par un soutien approprié.

Enfin, si les outils numériques facilitent l'accès des élèves aux ressources éducatives et à l'e-enseignement, lorsque les distances à parcourir deviennent trop importantes, on constate que les régions les plus éloignées sont également les moins bien équipées en haut débit dans de nombreux pays.

Muriel Mahé, Centre d'études et de prospective

Source : OCDE

<http://www.oecd.org/edu/cepi/spotlight9-CountryRoads.pdf>

Une étude se penche sur la qualité nutritionnelle des régimes végétariens aux États-Unis

La revue *Public Health Nutrition* a publié récemment un article comparant la qualité nutritionnelle des régimes alimentaires avec ou sans viande. Les auteurs, appartenant à l'[USDA](#), à un [organisme](#) de recherche gouvernemental et à des établissements d'enseignement en [nutrition](#) et en [médecine](#), rappellent au préalable que les régimes à base de végétaux, bien menés, ont fait l'objet d'avis favorables de la part de certaines instances américaines ([Académie de la nutrition et de la diététique](#), [dietary guidelines for americans](#)). Cependant, comme plusieurs données de référence utilisées provenaient de l'étude *Adventist Health Study*, les auteurs du présent article ont estimé que le mode de vie spécifique des adventistes pouvait entraîner des biais. Cela a motivé la conduite de cette nouvelle étude.

Les auteurs se sont appuyés sur l'enquête *National health and examination survey* ([NHANES](#)) qui a collecté, pour la période 2007-2012, des éléments sur l'apport nutritionnel, la consommation alimentaire, les caractéristiques démographiques et les comportements à risque pour la santé. L'enquête comprend des données pour 16 810 personnes, dont 280 végétariens ou flexitariens (1,7 %) et 16 530 consommateurs réguliers de viande (98,3 %).

Les chercheurs se sont basés, pour l'évaluation des régimes, sur deux indices : l'indice officiel *healthy eating indice* [HEI-2010](#) et un indice alternatif, mis en place par l'université Harvard, l'[alternative HEI-2010](#). Ces outils, qui estiment la qualité nutritionnelle de la prise alimentaire, attribuent des scores en fonction du ratio de composants alimentaires adéquats (parmi lesquels les fruits, légumes, céréales complètes, protéines totales) et de composants devant être limités (céréales raffinées, sel, calories vides telles que sucres ajoutés ou alcool). Ces composants sont notés, pour certains, sur une échelle de 0 à 5, de 0 à 10 ou de 0 à 20.

Les résultats indiquent que le groupe des végétariens-flexitariens présente globalement des scores plus favorables que celui des consommateurs omnivores. Ils montrent également, chez certains végétariens, un pourcentage trop important en « calories vides » et acides gras saturés, et une consommation trop faible de noix et légumineuses.

Madeleine Lesage, Centre d'études et de prospective

Source : *Public Health Nutrition*

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/28270246>

Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales

Le dernier numéro de *l'Année sociologique* consacre un dossier à la sociologie de l'alimentation, avec pour objectif d'« éclairer à la fois notre alimentation et sa sociologie ». Les articles réunis s'intéressent aux évolutions récentes des pratiques alimentaires, aux rapports à la nourriture ou au corps : ils permettent ainsi de « faire le point des connaissances actuelles en sciences sociales » et de « rappeler que si l'alimentation a une fonction biologique, son organisation est un fait social essentiel pour comprendre nos sociétés ».

Dans l'introduction, Th. de Saint Pol rappelle que la sociologie de l'alimentation est entrée depuis vingt-cinq ans dans une troisième phase, marquée par un développement important et un renouvellement des thématiques d'études. Trois facteurs en sont notamment à l'origine : de nouveaux enjeux de santé publique, des crises alimentaires et la « construction d'un nouvel imaginaire de la gastronomie française ». Alors que l'activité médiatique sur l'alimentation est croissante, il met en avant la nécessité d'un regard sociologique, pour « rappeler que nos

manières de manger sont le reflet de notre société et de ses évolutions et qu'elles sont loin d'être neutres ». Les pratiques alimentaires évoluent (par exemple, maintien de la grille quotidienne des repas mais diminution de la prise du petit-déjeuner chez les jeunes), et l'alimentation est à placer au cœur des inégalités sociales de santé.

On trouve ensuite des contributions de J.-P. Poulain sur les voies disciplinaires empruntées par le développement et l'institutionnalisation des études sociologiques aux États-Unis (*food studies*) et en France (socio-anthropologie du « fait alimentaire »), et d'A. Lhuissier sur la contribution de Maurice Halbwachs à la statistique des consommations dans la première moitié du XX^e siècle. M.-C. Le Pape et M. Plessz s'intéressent au petit-déjeuner, à la place et au rôle qu'il joue dans l'éducation des enfants appartenant aux « couches supérieures des classes populaires ». S. Carof se penche quant à elle sur l'acquisition et la négociation des normes nutritionnelles, par des femmes en surpoids et obèses, en France, Allemagne et Angleterre. F. Régnier conduit également une comparaison, entre la France et les États-Unis, sur l'alimentation et les « techniques de la corpulence », par l'analyse de conseils d'économie domestique publiés dans la presse féminine, entre 1934 et 2010.

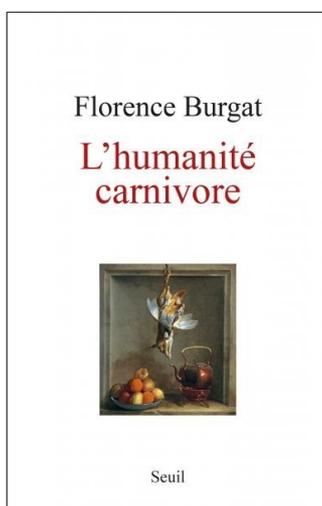
Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Source : *L'Année sociologique*

<http://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2017-1.htm>

OUVRAGES

Florence Burgat, *L'humanité carnivore*, Seuil, février 2017, 472 pages



Pourquoi consomme-t-on, aujourd'hui encore, de la chair animale ? Parce que "c'est dans l'habitude humaine", disent les uns, parce que "c'est bon" ou "vital" disent les autres. Loin de ces explications tautologiques, qui confondent cause et effet, F. Burgat (directrice de recherche à l'Inra), apporte des réponses résolument philosophiques, en analysant quelques pratiques et moments fondateurs de l'humanité carnivore. S'appuyant sur un large corpus de lectures (histoire, anthropologie, sociologie, droit, phénoménologie, témoignages, etc.), elle retrace les manières dont l'alimentation carnée a été expérimentée, pensée, théorisée et justifiée. Sa thèse est qu'il y a un solide continuum entre les temps anciens et les sociétés d'aujourd'hui, que la manducation de viande n'est ni naturelle ni innée : elle est le résultat d'une construction sociale et culturelle à

travers les âges. Cette perpétuation du "meurtre alimentaire", hier localisé, aujourd'hui industrialisé, exprimerait le constant désir de l'humanité de se séparer radicalement de l'animalité. L'engraissement, la mise à mort, le démembrement, la préparation culinaire, l'incorporation et la digestion de non-humains seraient autant de manifestations réelles et symboliques des pulsions de supériorité humaine.

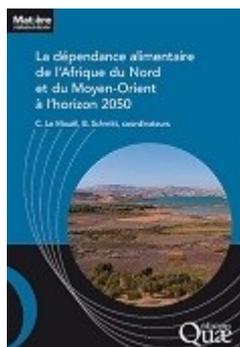
Au lieu d'opter pour une démonstration historique linéaire, l'auteure préfère se concentrer sur des moments clés du carnisme. Par exemple, elle questionne le statut de la chasse dans les communautés préhistoriques et montre que l'alimentation végétale y occupait une place bien plus importante qu'on ne le dit. Comparant diverses trajectoires civilisationnelles, elle décrit les processus de domestication, la codification des régimes carnés, les mythologies, l'apparition d'interdits sacrés ou profanes, et insiste sur les justifications gastronomiques qui déguisent et magnifient le meurtre alimentaire. Mais ce sont les rites sacrificiels qui sont au cœur de sa démonstration, F. Burgat retraçant d'abord le passage des sacrifices végétaux aux sacrifices animaux, puis la mutation des sacrifices propitiatoires en sacrifices alimentaires, dont l'objectif principal était d'assurer une consommation régulière de viande : très tôt, l'humanité a justifié ses tueries par de la théorie, l'offrande étant l'alibi de l'abattage. Également intéressantes sont les pages consacrées au cannibalisme, entre autres largement pratiqué par les Aztèques : elles rappellent que des hommes qui capturent et avilissent d'autres hommes, au point de les (mal)traiter comme des animaux, font sauter les verrous psychiques qui rendaient impensable le fait de les manger. L'ouvrage se termine par un chapitre prospectif, qui voit dans les viandes factices (steaks de protéines végétales, muscle *in vitro*, etc.) des substituts salvateurs. Selon F. Burgat, demain l'élevage s'effondrera mais la viande restera, et ces simulacres de chair maintiendront notre "cruelle arrogance" sans avoir à tuer les animaux.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions du Seuil

<http://www.seuil.com/ouvrage/l-humanite-carnivore-florence-burgat/9782021332902>

Chantal Le Mouël, Bertrand Schmitt (coordinateurs), *La dépendance alimentaire de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient à l'horizon 2050*, Quæ, mars 2017, 143 pages



Ce livre d'une grande clarté, et qui comporte une masse d'informations, expose les résultats d'un exercice de prospective conduit par l'Inra en 2015, à la demande de l'association Pluriagri. Les simulations présentées s'appuient sur le modèle *GlobAgri*, mis au point par l'Inra et le Cirad à l'occasion du chantier *Agrimonde-Terra*. *GlobAgri* est un outil quantitatif qui mobilise les données FAOStat et projette des équilibres entre ressources agricoles (productions et importations) et des utilisations alimentaires (alimentation humaine et animale, pertes, stocks). La région étudiée, véritable "miroir grossissant des défis alimentaires mondiaux", comprend 22 pays. Rigoureux dans son argumentation, très pédagogique dans ses démonstrations, le texte s'organise en trois chapitres qui déclinent les questions basiques de toute bonne prospective.

Que savons-nous ? Le premier travail a consisté en une analyse rétrospective, sur longue période (1961-2012), des grandes tendances relatives aux systèmes agricoles et alimentaires de la région. Elle montre que la dépendance aux importations a fortement augmenté, du fait de la croissance démographique, de l'amélioration quantitative de la diète, de son évolution qualitative, alors que, dans le même temps, les rendements restaient faibles, les capacités d'irrigation limitées et les sols dégradés. Le maintien de la productivité du travail agricole à un faible niveau est également souligné.

Que peut-il advenir ? Deux scénarios tendanciels de référence ont ensuite été construits, le premier en prolongeant le passé sans renforcement des effets du changement climatique, le deuxième (plus crédible) avec renforcement de ces effets. Dans le premier cas, en 2050, le système agricole et alimentaire de la région ne parvient à subvenir aux besoins, dans la limite de ses surfaces cultivables, qu'en augmentant encore les importations. Dans le second cas, la région est encore plus dépendante de l'extérieur, le Maghreb étant le plus touché (jusqu'à 70 % de produits importés), alors que la Turquie renforcerait sa position d'exportateur net.

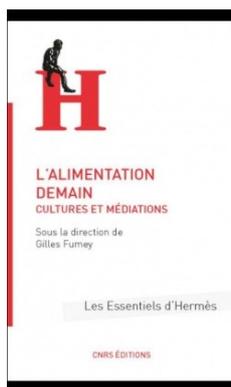
Que faire ? La prospective étant une anticipation au service de l'action, le dernier chapitre teste la façon dont les conjectures ci-dessus pourraient être infléchies par l'évolution des modes de vie ou de nouvelles orientations politiques. Plusieurs hypothèses sont testées : retour à la diète méditerranéenne et dés-occidentalisation du régime alimentaire, essor des progrès agronomiques et zootecniques, extension des surfaces irriguées, limitation des pertes et gaspillages. Aucune de ces pistes d'évolution, prise séparément, ne permet de réduire la dépendance aux importations et seule leur combinaison, nécessitant des politiques très volontaristes et coûteuses, pourrait avoir de premiers effets significatifs.

Bruno Héroult, Centre d'études et de prospective

Lien : Éditions Quæ

<http://www.quae.com/fr/r5074-la-dependance-alimentaire-de-lafrique-du-nord-et-du-moyen-orient-a-lhorizon-2050.html>

Gilles Fumey (dir.), *L'alimentation demain. Cultures et médiations*, CNRS Éditions, 2016, 230 pages



Sous la direction de Gilles Fumey, cet ouvrage regroupe un ensemble de textes traitant des médiations dans l'alimentation. Les mangeurs sont fréquemment en situation de « dissonance cognitive », conflits qu'ils cherchent à résoudre en utilisant leurs émotions (« vérités qui ne peuvent pas mentir ») et des savoirs vernaculaires. Interviennent ici des pratiques, des lieux et des groupes différents, multiples et changeants. Ainsi, en amont de l'acte de manger, sont mobilisées et mises en œuvre de très nombreuses informations et décisions, et c'est en cela que l'alimentation est une médiation « entre soi et le monde ».

Sont ici abordées diverses thématiques : controverses, culture gastronomique, « révolution Food 2.0 » en Californie, viande et protéines végétales, le buveur comme miroir des pratiques alimentaires, etc. Deux textes mettent également en regard les dynamiques de mondialisation alimentaire asiatique et méditerranéenne. Nicolas Baumert s'intéresse à l'Asie, dont l'extension du *soft-power* culinaire repose sur des formes variées, des *food courts* en centre commercial aux restaurants gastronomiques. Revenant notamment aux sources de cette mondialisation culinaire, il met en avant l'alliance entre tradition et modernité, avec une résonance entre ces spiritualités et la mode de la cuisine santé, et des cuisines adaptées tant à la cellule familiale qu'à la vie urbaine. La diversité de ces cuisines reste toutefois à faire connaître, au-delà d'une unité, dans les représentations, autour du riz et des baguettes. Pour l'auteur, « l'Asie a retrouvé une place en accord avec son poids démographique dans le kaléidoscope gastronomique mondial ».

Pierre Raffard traite de la Méditerranée qui, « associée à l'idée d'une frugalité saine et heureuse », est « devenue synonyme d'Éden gastronomique ». Les étapes et modalités de cette mondialisation sont retracées en prenant appui sur les phénomènes migratoires, les dynamiques de métissages et les transformations des paradigmes nutritionnels. Comme précédemment, l'hétérogénéité initiale des cuisines méditerranéennes a été perdue lors de leur diffusion. Elles ont en effet généré une multitude de formes hybrides et des plats-symboles (pizza, döner kebab) ont véhiculé une « référence culinaire globale et globalisée ». Il conclut sur le fait que la cuisine devient politique, et pourrait être un « nouveau terrain de tensions identitaires ».

Julia Gassie, Centre d'études et de prospective

Lien : CNRS Éditions

<http://www.cnrseditions.fr/communication/7368-l-alimentation-demain.html>

PORTRAIT

**L'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) –
International Institute for Environment and Development**

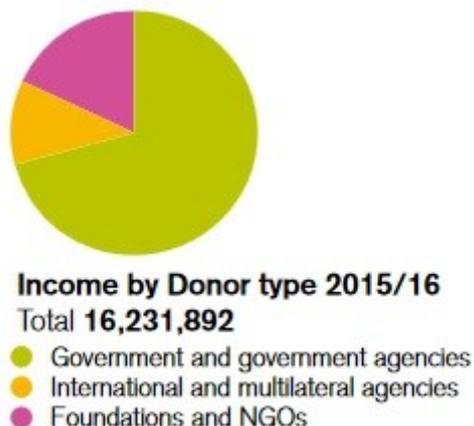


Fondé en 1971, l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) est un centre de recherche indépendant, travaillant sur les politiques publiques pour l'environnement et le développement dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Il est basé à Londres et dispose d'une antenne à Edimbourg. Sa première directrice, Barbara Ward, participa à la rédaction du rapport préparatoire pour la conférence des Nations unies sur l'environnement de Stockholm de 1972, ce qui mena à la création du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Elle y soulignait l'importance du lien entre l'environnement et le bien-être humain.

L'Institut compte actuellement 114 personnes, dont 75 chercheurs, qui travaillent sur quatre thèmes principaux : 1) l'adaptation et la résilience face au changement climatique, 2) la pauvreté, l'accès à la santé et au logement dans les centres urbains, 3) la gestion équitable et durable des ressources naturelles, et 4) l'impact économique, environnemental et social des marchés. Sur la base de ses recherches, l'IIED conseille des organismes majeurs, dont la Banque mondiale, le

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire, ainsi que des gouvernements parmi lesquels le Royaume-Uni, la Suède et le Danemark. Pour cela, il dispose d'un budget annuel de 20 millions de livres sterling (environ 24 millions d'euros), financé par des donations, des partenariats et des subventions.

Revenu de l'IIED par type de donateurs, 2015/2016 (£)



Source : IIED

L'IIED produit de nombreuses publications (plus de 6 000 à ce jour), parmi lesquelles des rapports, des brèves, des articles scientifiques et des ouvrages. Il édite également le journal international *Environment & Urbanization*. À titre d'exemple, un rapport récent explore les synergies et les conflits entre les politiques de développement agricole et celles de protection des forêts dans trois pays d'Afrique subsaharienne : le Ghana, l'Éthiopie et la Tanzanie. Les auteurs montrent que les objectifs de sécurité alimentaire et de protection de l'environnement, visés par ces différentes politiques, sont incompatibles sur le long terme. Il apparaît donc nécessaire, selon eux, de mieux analyser et intégrer les risques et les arbitrages existants pour décider où et comment intensifier l'agriculture dans ces pays.

Estelle Midler, Centre d'études et de prospective

Source : IIED

<https://www.iied.org/>

BRÈVES

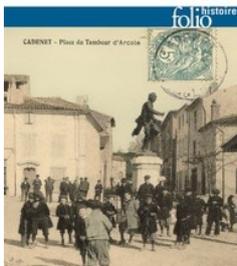
Jean-Pierre Le Goff, *La fin du village. Une histoire française*, Gallimard, réédition janvier 2017 (2012), 771 pages

Ce livre avait eu du succès lors de sa sortie voici cinq ans. Il nous revient aujourd'hui en version de poche, dans son texte intégral. L'auteur y décrit les transformations d'une communauté villageoise provençale (Cadenet), au tournant des années 1970 et 1980, cette monographie étant prétexte à une réflexion plus générale sur les mutations de la France rurale. Tous les aspects de la vie quotidienne y sont abordés, les plus anecdotiques comme les plus structurants, à travers de nombreux portraits et témoignages, croisés avec des analyses sociologiques et historiques.

Outre le constat d'un inexorable changement, qui met ce village sur une voie de

modernisation identique à celle de tous les autres, l'auteur montre bien le hiatus croissant entre le village idéalisé et le village vécu, entre le "local" imaginé de loin par la société française et le "local" fabriqué par ceux qui le vivent. On y voit aussi que pour mieux supporter les incertitudes de l'avenir, de la mondialisation, des évolutions économiques et culturelles, du brassage des populations, les habitants du Cadenet d'aujourd'hui se racontent la belle histoire du "peuple ancien" et partent, avec le sociologue qui les confesse, à la recherche du temps perdu...

Jean-Pierre Le Goff
La fin du village
Une histoire française



Lien : Éditions Gallimard

http://www.gallimard.fr/searchinternet/advanced?all_title=fin+du+village&SearchAction=1

Une cartographie fine du génome de l'orge

Après dix ans de travaux, un consortium international de chercheurs a publié, en avril 2017, un [séquençage du génome de l'orge avec une précision inédite](#). Un tel séquençage se révélait particulièrement complexe en raison de la structure de ce génome, composé de très nombreuses répliquions de séquences, qui ont nécessité des approches spécifiques pour obtenir une cartographie fine des chromosomes. Au-delà du cas de l'orge, ce séquençage fin contribue à améliorer la connaissance des gènes d'intérêt agronomique, dont des variants sont retrouvés dans les autres céréales.

Les chercheurs ont par ailleurs pu utiliser cette nouvelle carte du génome de l'orge pour cartographier, à l'échelle des chromosomes, la variabilité génétique de 96 cultivars différents, orges de printemps et orges d'hiver.

Cette analyse met en évidence la très faible diversité génétique sur les aires autour des centromères chromosomiques, et permet de mieux comprendre les mécanismes physiques qui entrent en jeu lors des méioses, à la base de la sélection variétale. Cette cartographie ouvre donc la voie à de nombreux travaux en génétique végétale, pour la recherche fondamentale, la sélection variétale mais aussi, compte tenu des innovations les plus récentes, en sélection génomique.

Source : *Nature*

<http://www.nature.com/nature/journal/v544/n7651/full/nature22043.html>

L'innovation agricole contribue au développement du capital social en zones rurales

C'est le constat principal d'une étude récemment publiée dans *Intellectual Economics*, qui cherche à mesurer l'impact de l'innovation technologique, en agriculture, sur le capital social en zones rurales méditerranéennes.

Si la relation inverse a déjà fait l'objet de nombreuses études (comment le capital social favorise-t-il la diffusion d'innovations ?), l'auteure, s'appuyant sur les principes qui ont sous-tendu

les révolutions agraires de très nombreux pays méditerranéens, part de l'hypothèse que l'adoption d'innovations en agriculture favorise le développement du capital social de l'ensemble de la communauté rurale, *via* l'augmentation des revenus, le développement des échanges économiques et sociaux, l'élévation des compétences des agriculteurs. Elle utilise pour ce faire un modèle « bioéconomique » du capital social expliqué par trois types de variables couvrant les champs de l'innovation, les facteurs socio-économiques et environnementaux. L'estimation pour 21 pays du bassin méditerranéen, sur la période 2000-2011, révèle la contribution positive de l'innovation induite (irrigation, fertilisation) et de la mécanisation au capital social.

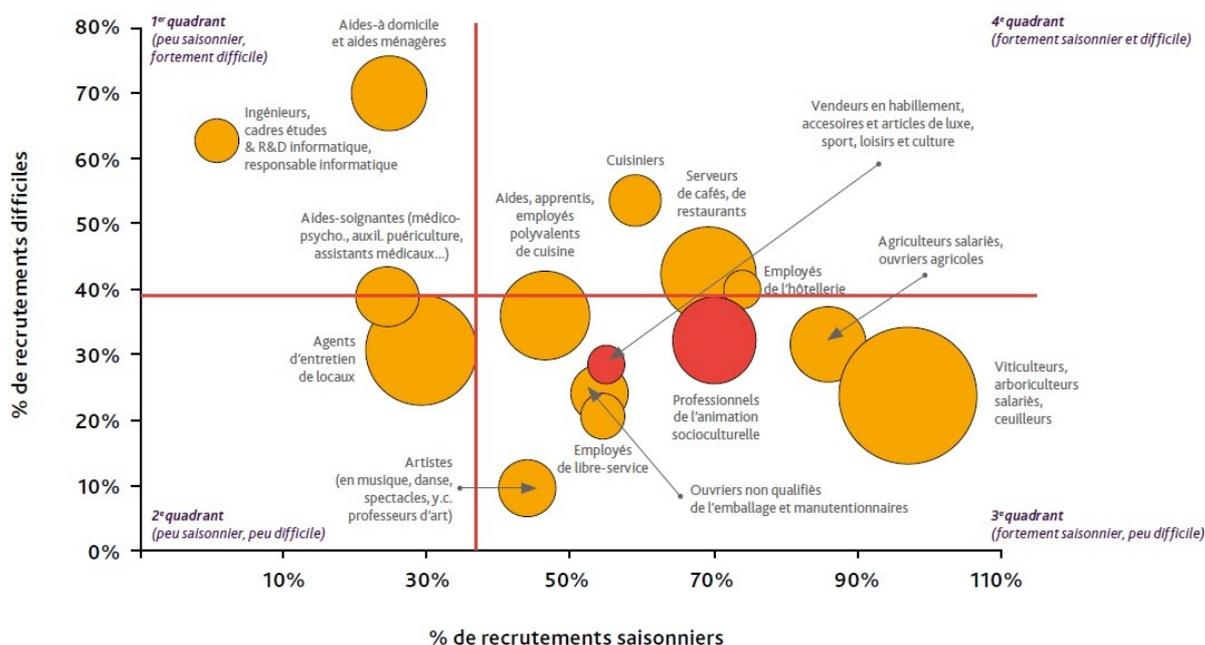
Source : *Intellectual Economics*

<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1822801116300388>

Les métiers d'ouvriers agricoles, les plus recherchés en 2017

C'est l'une des conclusions marquantes de l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » menée par Pôle Emploi auprès des employeurs pour l'année 2017. Au total, ce sont plus de 200 000 recrutements qui seraient prévus dans le secteur de la production agricole (+6 % par rapport à 2016).

Positionnement des 15 métiers les plus recherchés en 2017 en fonction des difficultés à les pourvoir et de leur caractère saisonnier



Source : Enquête BMO 2017, Pôle emploi - CRÉDOC Note de lecture : la taille de chaque bulle est proportionnelle au nombre de projets de recrutement. En jaune sont représentés les métiers dont le nombre de projets est en croissance par rapport à 2016, en rouge ceux en baisse.

Source : Pôle Emploi

La grande majorité des recrutements prévus sont saisonniers (90 %), mais les projets de recrutements non saisonniers progressent en un an de plus de 10 %. La moitié est concentrée dans la viticulture et l'arboriculture, un quart s'adressant à des emplois saisonniers d'agriculteurs et ouvriers agricoles. De manière générale, bien qu'importants en quantité, les projets de recrutements sont jugés peu difficiles par rapport à la moyenne générale, à l'exception des emplois

forestiers, des conducteurs d'engins et des pêcheurs. Les mauvaises conditions de travail sont les principaux freins à l'embauche avancés par les employeurs.

Source : Pôle Emploi

<http://cdn.pr-rooms.com/Handlers/HTFile.ashx?FZD=gULJ8yirb7eFy6T4DoLdyg%3d%3d>
<http://statistiques.pole-emploi.org/bmo/Handlers/HTFile.ashx?MEDIAID=94236>

Comprendre le processus d'installation des jeunes en agriculture pour mieux l'accompagner

En considérant que l'insertion des jeunes, sous le modèle de l'agriculture familiale, constitue un enjeu pour le développement des pays du Sud, en particulier pour de nombreux pays africains, cette note technique, publiée en avril par l'AFD, propose une grille d'analyse des processus d'installation des jeunes en agriculture. Ayant la « recherche-action » comme cadre théorique et méthodologique, cette grille doit permettre d'établir un diagnostic, d'identifier les besoins d'accompagnement, de piloter les dispositifs d'accompagnement et d'analyser l'impact desdits dispositifs. Le résultat constituera un outil essentiel pour la réflexion en termes de politique publique.

La note illustre la démarche en comparant trois expériences de dispositifs de formation-insertion en agriculture, réalisées en 2015 au Cameroun (programme AFOP), à Madagascar (Collèges agricoles de Fekama) et au Togo (CIDAP).

Source : AFD

<http://librairie.afd.fr/nt-27-afrique-agri-jeunes-accompagnement/>

Actualités sur la recherche et l'innovation du Teagasc

Dans une publication récente, le Teagasc (voir un [portrait](#) sur ce blog) présente des résultats de sa politique de recherche, dans différents domaines liés aux productions animales, et leurs traductions en action publique. En particulier, un article est consacré aux travaux de l'organisme irlandais sur le concept de *One Health* : s'appuyant notamment sur la publication [Global trends of antimicrobial use in food animals](#), il a mis en place des politiques de réduction d'usage d'antibiotiques. Le recours aux alternatives thérapeutiques et à de nouvelles stratégies en élevages d'animaux de ferme est également exploité dans le [Teagasc technology foresight](#). On peut citer à ce sujet les conclusions d'une [réunion](#) de professionnels sur la conduite de troupeaux de brebis.

Parmi les autres points abordés par ce document figurent la [valorisation protéique des viandes](#) de races allaitantes et le lien entre génétique et croissance chez les porcs. Ce recueil offre ainsi un panorama de données issues de recherches appliquées, pouvant être utilement valorisées dans l'action publique.



Source : Teagasc

<https://www.teagasc.ie/media/website/publications/2017/TRResearch-Spring2017.pdf>

Lancement du projet NanoPack pour améliorer la conservation alimentaire

La veille scientifique et technologique de Diplomatie France a consacré un article, en avril, au projet NanoPack piloté par l'institut israélien [Technion](http://www.technion.ac.il/), auquel sont associés 18 pays européens (dont la France). Le consortium est soutenu, dans le cadre d'Horizon 2020, à hauteur de 7,7 millions d'euros. Ce projet de recherche, basé sur le recours aux nanotechnologies pour la fabrication d'emballages actifs antibactériens, prévoit l'utilisation de nanotubes de Halloysite, minéral proche de la silice, et la libération progressive d'huiles essentielles naturelles compatibles avec l'aliment. Ester Segal, coordinatrice du projet, estime qu'en inhibant la croissance bactérienne des germes présents dans l'aliment, ce procédé améliorera la sécurité sanitaire des produits et aura le double avantage de prévenir les intoxications alimentaires et de réduire le gaspillage.

Sources : Diplomatie France

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/diplomatie-scientifique/veille-scientifique-et-technologique/israel/article/nanopack-un-projet-du-technion-finance-par-l-union-europeenne>

Technion

<http://www.technion.ac.il/en/2017/01/nanopack-for-safe-food-packaging/>

Quand transitions écologique et énergétique se concurrencent dans les pratiques professionnelles

Le Céreq vient de publier une synthèse sur l'émergence des pratiques professionnelles écoresponsables dans trois domaines, parmi lesquels la méthanisation agricole. Au-delà des gestes professionnels, il s'intéresse à l'accès à l'information et aux formations. Il en ressort que dans le domaine de la méthanisation agricole, l'approche purement énergétique prime nettement sur la cohérence écologique des projets, situation amplifiée par le faible nombre de formations offrant une vision territorialisée de la méthanisation.

Source : Céreq

www.cereq.fr/content/download/18800/164619/file/CETUDES7.pdf

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- 16 mai 2017, Paris

Session du séminaire de l'IDDRI Développement durable et économie de l'environnement, organisée sur le thème « Integrating environmental issues into the next CAP reform? Looking backwards, moving forward »

<http://www.iddri.org/Projets/Seminaire-Developpement-durable-et-economie-de-l-environnement/Integrating-environmental-issues-into-the-next-CAP-reform-Looking-backwards,moving-forward>

- 16 mai 2017, Paris

Journée remue-méninges organisée par le Céréopa sur le thème « La protéine dans tous ses états »

http://www.cereopa.fr/2016/11/journee_proteine_cereopa/

- 17-19 mai, Reims

Journées nationales des groupements techniques vétérinaires, sur le thème « Vétérinaires en productions animales au service des éleveurs, des filières et de la santé publique »

https://www.sngtv.org/4DACTION/NS2013_INDEX/2#

- 18-19 mai 2017, Talence

EpiAgro 2017 - 3^e colloque du réseau ReACTION (Réseau d'échange sur les mécanismes épigénétiques qui façonnent les interactions Plantes – Bioagresseurs et Organismes Symbiotiques)

<https://colloque.inra.fr/epiagro2017/>

- 19 mai 2017, Bordeaux

Colloque « La nature, le jardin et l'homme : préserver et innover », organisé par la SNHF

<https://boutique.snhf.org/produit/colloque-scientifique-la-nature-le-jardin-et-lhomme/>

- 21-24 mai 2017, Saint-Malo

3^e Symposium international « Émission de Gaz et de Poussières des Élevages » (EmiLi)

<https://colloque.inra.fr/emili2017/>

- 29 mai - 2 juin 2017, Bruxelles

EUGreenweek, organisée par la Commission européenne

<http://www.eugreenweek.eu/>

- 30 mai 2017, Paris

Colloque international « Agrobiosciences et numérique : enjeux pour la formation », organisé par Agreenium

<https://agreenium.fr/actualites/agrobiosciences-et-num%C3%A9rique%C2%A0-colloque-international-le-30-mai>

- 30 mai – 2 juin 2017, Paris

Workshop international de gastronomie moléculaire, organisé par le Centre international AgroParisTech-Inra de gastronomie moléculaire

<http://www6.jouy.inra.fr/umr-genial/Page-d-accueil/Actualites/Workshop-de-gastronomie-moleculaire-du-mardi-30-mai-2017-au-soir-au-vendredi-2-juin>

- 1-3 juin 2017, Bordeaux

55^e Journées d'études de l'AFDN, avec notamment des conférences sur les thèmes « Alimentation et santé connectées : une révolution en marché ! », « L'intestin : un organe intelligent ? » et « Alimentation : les nouveaux défis santé ! »

<http://je.afdn.org/programme-je-2017.html>

- 2-6 juin 2017, Montpellier

Congrès EFITA

<http://www.efita2017.org/>

- 6-9 juin 2017, Toulouse

Colloque « Agricultures urbaines durables : vecteur pour la transition écologique »

<https://vertigo.revues.org/18262>

- 8 juin 2017, Paris

Carrefour de l'Innovation Agronomique, organisé par l'Inra et consacré à la thématique « Emballages alimentaires : innover pour la sécurité et la durabilité »

<http://www6.inra.fr/ciag/CIAG-Alimentation/Emballages-alimentaires>

- 12-13 juin 2017, Paris
Conférence *Capitalizing nature. Forms ad strategies for economizing the environment, 19th to 21st century*
<http://koyre.ehess.fr/index.php?2420>

- 13 juin 2017, Dijon
5^e édition des Rencontres de l'Institut Carnot Qualiment
<https://www.b2match.eu/rencontres-qualiment-2017>

- 15 juin 2017, Lille
19^e Entretiens de Nutrition organisés par l'Institut Pasteur de Lille
<https://nutrition.pasteur-lille.fr/evenements/nos-evenements/>

- 20-22 juin 2017, Champenoux
Atelier REGEFOR "Émergence de bioagresseurs en forêt : comment identifier et atténuer les risques ?"
<https://workshop.inra.fr/regefor2017/Programme>

- 21 juin 2017, Paris
Conférence Benjamin Delessert
<http://www.institut-benjamin-delessert.net/fr/conferences/conference-2017/index.html>

- 22-23 juin 2017, Reims
Colloque « Compétitivité, agriculture et alimentation », organisé par la SFER
http://www.sfer.asso.fr/index.php/sfer_asso/les_colloques_thematiques/competitivite_agriculture_et_alimentation_juin_2017

- 28-29 juin 2017, Paris
Colloque européen sur la bioéconomie
https://colloque.inra.fr/bioeconomy2017_fre/